

Anthropologie et Sociétés



Catherine COQUERY-VIDROBITCH : Afrique noire.
Permanences et ruptures, coll. " Aux origines de notre temps ",
Payot, Paris, 1985, 440 p., biblio., index.

Marie France Labrecque

Volume 10, Number 1, 1986

Travail, industries et classes ouvrières

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006333ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006333ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Labrecque, M. (1986). Review of [Catherine COQUERY-VIDROBITCH : Afrique noire. Permanences et ruptures, coll. " Aux origines de notre temps ", Payot, Paris, 1985, 440 p., biblio., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 10(1), 227–230.
<https://doi.org/10.7202/006333ar>

Les privilèges associés à la naissance de garçons surdéterminent les relations entre les membres féminins afin de les articuler dans des rapports oppressifs. L'intérêt du livre ne réside pas uniquement dans l'explicitation du matricentrisme, dimension essentielle à la circulation des épouses. L'exposé prend appui sur le présent et interroge la résistance et les transformations survenues au modèle face à la vie des émigrés(es) en France (l'exemple de la famille Lâali), face aux différences dans la structure sociale du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie (surtout depuis les guerres d'indépendance) et face aux bouleversements sociaux entraînés par le développement industriel (troisième partie du livre).

L'industrialisation du Maghreb ne semble pas avoir modifié réellement les conditions de vie des femmes. Le rôle de la mère procréatrice d'enfants mâles reste un refuge, un espace réduit de contre-pouvoir. Le travail salarié oblige à une plus grande mobilité et à une tendance à la nucléarisation des familles. L'État légifère sur la définition des statuts individuels, sur l'éducation de même que sur la régulation des naissances. Les femmes sont progressivement amenées à participer à la vie économique par des interventions rémunérées. En contrepartie, l'obéissance à la doctrine islamique en tant qu'idéologie nationale contribue au maintien des croyances traditionnelles. L'image de l'ogresse menace toujours l'autonomie des femmes (surtout célibataires). La « copine » ne peut être une épouse. Mais un processus global d'émancipation féminine au Maghreb réside-t-il dans le passage d'une conjugalité de coopération à une conjugalité de compagnonnage (p. 235) ? Le débat que suscite cette question n'est qu'à peine amorcé par l'auteure et il faut souhaiter que Camille Lacoste-Dujardin poursuive sa relation privilégiée avec madame Lâali, ses filles et sa bru. La coprésence du modèle kabyle (rapport belle-mère/bru) et du modèle occidental (vie conjugale désirée pour les filles) au sein d'une famille d'émigrés(es) devrait contribuer à documenter le débat.

Christine Godin
CELAT et département d'anthropologie
Université Laval

Catherine COQUERY-VIDROVITCH : *Afrique noire. Permanences et ruptures*, coll. « Aux origines de notre temps », Payot, Paris, 1985, 440 p., biblio., index.

La paysannerie africaine constitue le sujet véritable de ce livre. Il s'agit d'une paysannerie confrontée depuis des siècles à des ruptures de sa base économique principalement, mais dont la permanence culturelle et idéologique ne cesse de frapper les observateurs. C'est cette permanence que Catherine Coquery-Vidrovitch expose et analyse sur un fond d'événements et de processus éminemment bouleversants. Sa démarche emprunte quatre axes thématiques correspondant à autant de parties du livre. Chacun de ces axes tient compte à la fois de l'histoire et de l'ethnologie tout en faisant une utilisation maximale d'études de cas. En effet, les facteurs générateurs de rupture n'ont pas été ressentis de la même façon dans tous les milieux et par toutes les populations, de là la nécessité et l'urgence de respecter les particularités de ces populations.

La démographie de l'Afrique noire a été l'objet de nombreux débats. Reconnaisant l'importance de ce facteur, l'auteure en fait le thème de la première partie de son livre. Qui pourrait nier en effet que cette question soit à l'ordre du jour quand la famine fauche des millions d'Africains ?

La traite négrière est d'abord responsable d'une ponction importante de populations. Bien qu'ils demeurent de l'ordre des hypothèses, les chiffres sont impressionnants : on pense en effet que 11,7 millions d'Africains auraient été déportés vers l'Amérique et autant vers l'Europe et vers l'Asie (p. 29). Alors qu'il serait naïf d'attribuer le sous-développement actuel à la seule traite négrière, son importance demeure, surtout lorsque cette pratique est conjuguée aux calamités naturelles et plus encore lorsque l'on considère les disparités régionales. C'est le cas notamment des pays où la ponction originellement due à la traite négrière s'est plus tard doublée de sécheresse et de famines : des calamités naturelles certes, mais aggravées par le pouvoir colonial et ses charges fiscales. La connaissance de ces événements historiques et surtout la façon variable dont ils s'articulent les uns aux autres permettent d'interpréter de façon réaliste la situation dramatique qu'a connue le Sahel, et que connaissent actuellement l'Éthiopie et le Soudan.

Malgré les disparités régionales, on remarque globalement que la production alimentaire de l'Afrique noire croît deux fois moins vite que la population (p. 63). C'est bien le spectre de la décimation qui se dresse à l'horizon. Or, les masses confrontées à ce phénomène ne sont pas considérées comme productives par le capital; celui-ci, dans sa version moderne, promeut davantage les enclaves agro-industrielles orientées vers l'exportation, que les exploitations extensives par les paysans. Comme chacun le sait, dans ces enclaves, les besoins en main-d'œuvre se réduisent à l'essentiel et en définitive la production est davantage destinée à une classe moyenne qui, contrairement à la paysannerie, a (encore) les moyens de consommer. C'est donc dans le contexte du développement des inégalités de classes que la question démographique doit être posée.

Les transformations du pouvoir, depuis l'autorité pré-coloniale jusqu'au populisme militaire actuel, sont par conséquent au centre de la discussion et constituent le deuxième axe de l'ouvrage. L'auteure explique d'abord que le pouvoir dans les communautés paysannes africaines à l'époque pré-coloniale ne reposait pas tant sur le territoire que sur les personnes. La surimposition du principe territorial, synthétisé dans l'État pré-colonial, a provoqué deux types d'attitudes : résistance passive et guerres de résistance. Bien que plus spectaculaires, les soulèvements pré-coloniaux ne furent que secondairement le fait des peuples et ont en définitive favorisé l'assimilation des élites. On assiste en effet à cette époque à une alliance de classes par médiation entre les puissances coloniales et les anciennes autorités; même des élites de l'Islam se sont insérées dans l'alliance de classes proposée par l'*Indirect Rule*. C'est dans cette alliance que réside l'origine de l'État moderne africain dont la fragilité ne devrait pas surprendre puisqu'il s'agit bel et bien d'une « greffe occidentale » (p. 112).

Si le phénomène d'alliance de classes revêt une importance considérable pour la suite de l'histoire, la continuité de la domination exercée sur les masses est aussi implacable. Remplissant désormais une fonction idéologique de légitimation, la chefferie coutumière a été complètement dénaturée. De la même façon, les frontières ethniques actuelles ont été en grande partie fabriquées par le pouvoir colonial. Il demeure cependant que les Africains se sont appropriés cet héritage du colonialisme et expriment souvent leurs revendications le long des frontières ethniques. Si selon l'auteure le tribalisme obscurcit les enjeux et l'appartenance de classe, il faut admettre que le clientélisme, intimement lié au tribalisme, compense l'absence d'assistance sociale dans ces pays où le sous-développement a engendré une pauvreté dramatique dont la mort autrement serait la seule issue.

La diversité des styles de colonisation combinée à la variété des populations et des milieux a donné lieu à l'émergence de gouvernements plus ou moins réceptifs ou soumis aux modèles capitalistes ou socialistes de développement économique. L'étude de ces modèles surtout dans le domaine agraire constitue l'objet de la troisième partie de l'ouvrage. Qu'elles soient capitalistes ou socialistes, les tentatives d'intensification des cultures achoppent sur la rationalité paysanne orientée vers l'exploitation extensive et vers le

maintien de pratiques foncières coutumières. L'exode rural a pour sa part un effet très particulier sur la campagne : les émigrants conservent des liens très étroits avec leur communauté d'origine et subviennent jusqu'à un certain point aux besoins de ceux qui restent. En fait le contenu économique des villages est pratiquement absent : le secteur non-agricole urbain et extérieur domine le système villageois. Cette domination peut aussi prendre la forme d'un soutien aux prix agricoles dans le cas surtout de cultures d'exportation. On observe en effet une prolifération d'organismes d'État qui, parce que n'ajustant pas ce « soutien » aux variations sur le marché mondial, finissent par prélever une part de plus en plus forte de surplus agricoles pour financer les revenus élevés dans les secteurs urbains. On a un exemple patent de ce phénomène avec la Société Nationale du Niger qui, en contrôlant le prix de l'arachide, a réalisé en 1970 des bénéfices s'élevant à 2 milliards 570 millions de francs C.F.S. (p. 162). En définitive, l'objectif de modernisation du monde paysan officiellement visé par ces mesures étatiques ne répond pas d'abord aux besoins de la paysannerie. La formule capitaliste de développement ne vise bien souvent qu'à satisfaire les exigences des banques internationales : faire fructifier leur argent.

Du côté socialiste, on cite souvent en exemple l'Ujamaa tanzanien, les villages communautaires du Mozambique ou encore la volonté de collectivisation en Ethiopie. Le succès de ces expériences est assez mitigé, d'autant plus qu'elles ont été renforcées par un autoritarisme de mauvais augure, jamais prisé par la paysannerie.

Les communautés commencent cependant à réagir : elles proposent désormais de petits projets basés sur les structures de solidarité déjà existantes (par exemple, la classe d'âge), et axés sur l'amélioration des conditions sociales de la population. Ce nouvel esprit génère semble-t-il un peu d'espoir pour l'avenir, un avenir qui reste fort sombre. En effet, l'agriculture traditionnelle n'est pas rentable. Comment le deviendrait-elle ? Si l'on considère l'agriculture aux États-Unis, on constate d'emblée l'absence des paysans. D'un point de vue capitaliste, il faut donc éliminer les paysans africains et il appert que les famines s'en chargent. Le raisonnement semble logique, implacable, et l'auteur ne peut que constater que la question agraire est indissociable de la question démographique, abordée dans un premier temps. Vaut-il la peine de se révolter dans ce contexte ? L'auteur aborde la question de façon fort pessimiste. Une typologie des mouvements de révolte montre en effet que toutes les révoltes paysannes ont, d'une part, échoué et que, d'autre part, là où un mouvement est repris par les masses, les paysans n'en demeurent pas le moteur et ils finissent par être récupérés.

Pour des millions de paysans, l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie semble passer par l'émigration vers les villes. L'auteur propose ainsi en quatrième et dernière partie de son ouvrage une histoire de l'urbanisation africaine. Processus essentiellement inachevé, l'urbanisation est née de la colonisation et s'est caractérisée par un mouvement de va-et-vient continu entre la communauté et la ville. Ce phénomène provoque une rotation continue de la main-d'œuvre et se pose comme frein à la syndicalisation.

L'action ouvrière est pourtant fort ancienne, notamment chez les mineurs en Afrique du Sud et les cheminots en Afrique de l'Ouest. Là où on note la formation plus rapide d'une « élite » (classes moyennes), on constate également un dynamisme particulier du mouvement ouvrier. La répression aussi est plus intense. Aux émeutes succèdent les affrontements desquels parfois, on peut le noter au passage, les femmes ne sont pas exclues si l'on en juge par la « guerre des femmes » au Nigéria. Les formes que revêtent ces affrontements sont fort variées et les plus spectaculaires en situation transitionnelle sont certainement le boycott (en Afrique du Sud récemment), la xénophobie manifestée par l'expulsion des minorités (en Ouganda sous Amin Dada) et enfin la grève générale (en Côte-d'Ivoire en 1958, puis au Nigéria).

La complexité des manifestations par lesquelles s'affirme le mouvement ouvrier remet en question les modèles dont nous disposons pour comprendre ce phénomène. Dans l'exemple africain, les notions de bourgeoisie et de prolétariat semblent bien limitées devant l'effervescence des groupes et des intérêts en présence. L'allure particulière de la lutte des classes affecte les modalités mêmes de la reproduction du capitalisme. Cette reproduction dépend étroitement en fait du secteur informel, lui-même lié au processus de « citoyenneté ». Les populations expulsées de leur campagne s'intègrent par étape à la ville mais bien souvent n'y arrivent que grâce à des activités informelles. Ce phénomène maintient le caractère ambivalent de la main-d'œuvre qui ne s'intègre que partiellement à la population réputée économiquement active. Axé sur la survie, le travail informel peut aussi être le fait de la petite bourgeoisie qui tente de se maintenir à flot sous les pressions de la crise. L'auteure donne ainsi l'exemple du petit fonctionnaire dont l'épouse s'adonne au commerce de plats cuisinés ... et c'est ainsi que les populations s'accrochent à un capitalisme débridé.

Ce livre de Catherine Coquery-Vidrovitch est remarquable. Il ne couvre pas toute l'Afrique mais il examine des régions suffisamment diversifiées pour donner une vision lucide de l'ensemble. La multiplicité d'études de cas et d'illustrations, auxquelles nous ne pouvons rendre ici justice, montre non seulement la profondeur de la connaissance qu'elle a de l'Afrique mais aussi son respect de l'individualité et de la culture des populations. D'abord historienne, l'auteure ne s'en rattache pas moins à la théorie anthropologique en critiquant de façon convaincante l'étroitesse de la définition de la paysannerie pour le cas africain.

Ouvrage d'une efficacité théorique incontestable, *Afrique noire* se questionne, nous questionne sur l'avenir de la pauvreté, sur l'avenir de l'Afrique et, somme toute, sur l'avenir de l'Occident, partie prenante de la destruction.

Marie France Labrecque
Département d'anthropologie
Université Laval

Robert LAFONT (dir.) : *Anthropologie de l'écriture*, coll. Alors :, Centre Georges Pompidou / Centre de Création Industrielle, Paris, 1984, 269 p., annexes, lexique, index, biblio.

Cet ouvrage propose un éclairage anthropologique pertinent sur la pratique de l'écriture. Il s'ouvre sur un parallèle entre la trace (ou l'activité graphique) et la parole (ou l'activité langagière) — l'écriture émergeant de leur rencontre — où la question notamment de l'antériorité soit de la trace, soit de la parole dans l'évolution de l'espèce humaine est soulevée et la spécificité de ces deux praxis, graphique et linguistique, mise en relief, laquelle réside plus précisément dans la production du sens, la mise en forme du réel.

Il traite ensuite de la motivation du signe linguistique, mettant en doute par de nombreux exemples le principe de l'autonomie de la langue par rapport au monde référentiel qui découle de la croyance saussurienne en l'arbitraire de ce même signe. Il retrace ainsi l'évolution de l'écriture dans des civilisations diverses comme celles des Mayas, des Sumériens, etc., en insistant sur l'inter-relation de cette pratique éminemment sociale avec la culture d'où elle émane, qu'elle symbolise et façonne à la fois.